



European
Commission

Rapport final

Soutien à la gestion de la plateforme pour une transition juste

REGIO/2021/OP/0008

Synthèse

Janvier 2024
ISBN 978-92-68-11203-8

*Regional and
Urban Policy*

Table des matières

Extrait.....	2
Synthèse.....	3
Introduction	3
Tâche 1 — Soutien aux activités de la PTJ	3
Tâche 2 — Constitution et animation de quatre groupes de travail	4
Tâche 3 — Travail d’analyse et gestion des connaissances.....	6
Évaluation générale.....	7

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : « *Les informations et les points de vue exposés dans ce rapport sont ceux du ou des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission. La Commission ne garantit pas l'exactitude des données reprises dans cette étude. Ni la Commission ni aucune personne agissant au nom de la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans cette étude* ».

Extrait

Présenté en 2019, le pacte vert pour l'Europe vise à assurer la transition de l'UE vers un avenir durable et neutre sur le plan climatique. Le mécanisme pour une transition juste a été mis en place en 2020 afin de relever les défis de la transition dans les régions charbonnières et minières, et s'accompagne de la plateforme pour une transition juste (PTJ), qui apporte aide et conseils. Ce projet avait pour but de soutenir les activités de la PTJ, de constituer des groupes de travail et de fournir un travail d'analyse. Il s'articulait autour de trois tâches. La tâche 1 prévoyait le développement d'une plateforme en ligne et d'un service d'assistance, la mise en place d'activités de communication et l'organisation de cinq grands événements de la PTJ. Ces derniers étaient axés sur divers aspects de la transition juste et ont suscité une mobilisation importante. La tâche 2 consistait à associer les parties prenantes aux discussions sur une transition juste dans les secteurs à fortes émissions de carbone par l'intermédiaire de groupes de travail, qui ont connu plusieurs phases, telles que l'évaluation des besoins, la phase de cadrage et l'élaboration d'actions. La tâche 3 portait sur la fourniture d'un soutien analytique, la collecte de mesures et politiques pouvant servir d'exemple aux régions éligibles au FTJ, la création de fiches de projets et d'études de cas, ainsi que la formulation d'une réponse aux demandes ad hoc de la Commission. Les activités clés comprenaient des entretiens exploratoires, la collecte de données, l'analyse des approches politiques et des projets ainsi que l'élaboration d'une méthodologie permettant de cartographier les conséquences pour l'emploi dans les secteurs à fortes émissions de carbone. Nos efforts visaient à offrir des informations précieuses et à accompagner les régions dans la mise en œuvre de stratégies de transition efficaces.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : « *Les informations et les points de vue exposés dans ce rapport sont ceux du ou des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission. La Commission ne garantit pas l'exactitude des données reprises dans cette étude. Ni la Commission ni aucune personne agissant au nom de la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans cette étude.* »

Synthèse

Introduction

Présenté par la Commission européenne (CE) en 2019, le pacte vert pour l'Europe (PVE) vise à engager l'Union européenne (UE) sur la voie d'un avenir durable, à travers une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et l'atteinte de la neutralité climatique à l'horizon 2050. Cette ambition présente toutefois des défis de taille, notamment pour les régions tributaires d'industries à forte intensité de carbone. Mis en place en 2020 en vue d'atténuer les conséquences potentielles sur l'économie et l'emploi, le mécanisme pour une transition juste (MTJ) se compose du Fonds pour une transition juste (FTJ), du programme InvestEU et de la Facilité de prêt au secteur public. En outre, la plateforme pour une transition juste (PTJ) a été lancée pour apporter aide, informations et conseils dans le cadre de cette transition. Ce projet a fait office de secrétariat de la plateforme, notamment en soutenant les activités de la PTJ (tâche 1), en constituant et en animant quatre groupes de travail (tâche 2) et en fournissant un travail d'analyse et une gestion des connaissances (tâche 3). Le contrat a été mis en œuvre sur une période de 29 mois, de juillet 2021 à décembre 2023.

Tâche 1 — Soutien aux activités de la PTJ

Le **développement d'une plateforme en ligne** et d'un service d'assistance pour la PTJ a été l'une des principales réalisations de cette tâche. Cette dernière a notamment consisté à créer un nouveau site web pour la PTJ au sein de l'infrastructure du site web Inforegio de la direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO), à mettre à jour et intégrer le contenu existant, à ajouter du nouveau contenu et à établir et alimenter une banque de connaissances. Lancé avec succès en mai 2022, le site offre un point d'accès en ligne unique où obtenir de l'aide et est devenu une ressource clé pour les informations et la communication liées à la PTJ.

Au cours de la période contractuelle, **cinq grands événements ont été organisés dans le cadre de la PTJ (à raison de deux événements par an)**, chacun offrant aux parties prenantes de nombreuses possibilités de mise en réseau et de partage des connaissances. En réponse aux contraintes imposées par la pandémie de COVID-19, il a été nécessaire de s'adapter à des formats virtuels puis hybrides, tout en garantissant une mobilité et une participation continues. Chaque événement a pu compter sur la présence d'un ou plusieurs commissaires et autres intervenants, dont des représentants de haut niveau de la Commission, jusqu'à son vice-président. Les deux premiers événements organisés dans le cadre de ce contrat ont été mis en œuvre dans un format essentiellement virtuel, qui comptait quelques sessions hybrides. De leur côté, les troisième, quatrième et cinquième événements ont privilégié le format présentiel assorti d'une participation en ligne. La préparation de chaque événement a pris entre trois et quatre mois et a consisté notamment en la création d'une plateforme virtuelle et d'un système d'inscription, la mise en place d'arrangements logistiques, l'élaboration d'invitations et de messages de remerciement, la préparation d'ordres du jour et de notes préparatoires en collaboration avec la DG REGIO et d'autres DG, la gestion des intervenants, la préparation du matériel promotionnel et l'organisation de réunions d'information et de vérifications techniques.

Le **premier événement organisé dans le cadre de ce contrat (4^e réunion de la PTJ)** s'est déroulé en ligne et a fourni des informations actualisées sur la programmation de la PTJ et les plans territoriaux pour une transition juste. Lors de ce premier événement, les groupes de travail de la PTJ ont été lancés et

une table ronde de haut niveau a été organisée avec des représentants de l'UE. Le **deuxième événement (5^e réunion de la PTJ)** a abordé le rôle de la politique de cohésion dans la transition climatique et la sécurité énergétique dans l'UE. Il visait à faire le point avec les parties prenantes de l'état d'avancement des plans territoriaux pour une transition juste, et prévoyait des sessions thématiques sur les défis de la transition juste et le rôle de la jeunesse. Le **troisième événement (6^e conférence de la PTJ)**, premier événement à grande échelle organisé dans un format hybride depuis la COVID-19, a marqué le passage de la phase de préparation à celle de mise en œuvre de la PTJ. Les sujets abordés comprenaient le développement d'une réserve de projets, l'abandon progressif des combustibles fossiles, les technologies d'énergie propre et l'importance des compétences et de l'apprentissage. Le **quatrième événement (7^e conférence de la PTJ)** a porté sur la mise en œuvre de la PTJ, en soulignant les ambitions des plans territoriaux de transition juste. Les sessions étaient consacrées à la sécurité énergétique, à la dimension internationale de la transition juste, aux mécanismes de gouvernance et à l'assistance technique. Le **cinquième événement (8^e conférence de la JTP)** s'est penché sur les progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre d'une transition juste, en présentant les bonnes pratiques et les possibilités de financement. Les séances ont porté sur l'importance de l'autonomisation des groupes vulnérables, d'une communication efficace, du rôle des universités, du stockage de l'énergie à long terme et de l'assistance technique. Entre 980 et 1 381 personnes se sont inscrites à chaque événement, les taux de participation finaux oscillant entre 503 et 711 participants.

Des activités de communication pour la plateforme ont également été menées dans le cadre de cette tâche. Ces activités ont consisté notamment en l'élaboration et la diffusion d'informations par le biais de différents canaux, tels que le **site web de la PTJ**, les **bulletins d'information**, les **médias sociaux et autres matériels promotionnels**. Fait notable, le bulletin d'information de la PTJ a été lancé et ses 15 premiers numéros publiés, faisant passer le nombre total d'abonnés à 1 405. De plus, la rédaction de 14 articles à l'intention d'InfoREGIO et du coin presse de la Commission européenne, ainsi que les 106 messages pour les médias sociaux sur X (anciennement Twitter) et Facebook ont considérablement accru la participation des parties prenantes.

Les événements de la PTJ, son site web et ses activités de communication visaient à bâtir une communauté solide autour de la plateforme, à partager des informations et des connaissances et à offrir des possibilités de mise en réseau à toutes les parties prenantes qui participent à la transition.

Recommandations pour l'avenir de la PTJ

- *Favoriser davantage l'interaction et la participation*
- *Améliorer la visibilité des projets en faveur d'une transition juste pendant les événements*
- *Renforcer l'attention portée à la collecte d'avis concernant les répercussions des événements sur les participants*
- *Publier un contenu régulier et effectif afin d'être visible auprès du public cible et d'accroître l'impact*
- *Privilégier les bulletins d'information plus courts et concis, qui tendent à avoir plus d'impact*

Tâche 2 — Constitution et animation de quatre groupes de travail

Cette tâche visait à susciter la participation des parties prenantes à des discussions sur les défis et les stratégies d'une transition juste, en particulier dans les secteurs à fortes émissions de carbone tels

que ceux de l'acier, du ciment et des produits chimiques. Cette tâche a organisé la sélection de **146 membres de groupes de travail (GT)**, répartis en trois « cercles » sur la base de leur niveau de participation aux groupes. Le secrétariat de la PTJ a apporté un soutien complet, c'est à dire une assistance stratégique, thématique, opérationnelle et logistique. Le travail des GT s'est déroulé en différentes étapes :

1. **Évaluation des besoins** (octobre 2021–février 2022) : des enquêtes et des entretiens avec les membres des GT ont été menés afin de recenser les besoins et les attentes des GT.
2. **Phase de cadrage** (février–mai 2022) : les membres du GT ont défini des défis et des domaines d'action spécifiques, exercice qui a débouché sur l'élaboration de documents de cadrage, publiés et présentés en mai 2022.
3. **Développement d'actions** (juin 2022–avril 2023) : les GT ont identifié des actions spécifiques qui permettent de relever les défis d'une transition juste définis dans leurs documents de cadrage, ce qui a débouché sur l'élaboration d'un plan de mise en œuvre commun comprenant 17 actions et leurs réalisations connexes.

Au total, les groupes de travail de la PTJ **se sont réunis à sept occasions** afin de favoriser la collaboration et l'atteinte des objectifs des GT de la PTJ. Ces réunions ont porté sur les différentes étapes du travail des GT, depuis la mise en place des conditions de travail et les discussions sur les thèmes prioritaires jusqu'à l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des actions et l'avenir des GT. Ces activités ont renforcé les synergies et la collaboration entre les différents GT et autres initiatives, notamment en fusionnant les plans de mise en œuvre des GT, en identifiant les actions intersectorielles et en organisant des réunions conjointes. Les **résultats des travaux des GT** et de leurs actions respectives comprennent des recommandations, des documents de stratégie, des guides et des boîtes à outils.

Les résultats des GT n'ayant été publiés que récemment sur le site web de la PTJ, la contribution positive des GT à la résolution de problèmes locaux ne peut encore être pleinement évaluée. Diffusés correctement, les solutions et outils pratiques élaborés par les groupes sont toutefois susceptibles d'avoir une incidence positive sur le renforcement des capacités des acteurs associés au processus de transition aux échelons régional et local.

Le secrétariat de la PTJ a également joué un rôle clé dans la préparation des séances des GT aux conférences de la PTJ, en contribuant aux notes de réflexion et aux présentations, et en coordonnant les interventions des membres.

Recommandations pour l'avenir de la PTJ

- *Améliorer les échanges de résultats et d'enseignements des GT entre ces derniers et les régions de la PTJ*
- *Renforcer l'appropriation et l'engagement des membres des GT dans les activités de ces derniers*
- *Renforcer la collaboration entre les GT, les initiatives externes et les autres parties prenantes de la transition juste*
- *Réduire le nombre de cercles de GT (de trois à deux)*

Tâche 3 — Travail d'analyse et gestion des connaissances

Cette tâche visait à fournir des renseignements analytiques et un soutien à la PTJ. Elle consistait à rechercher et à produire de nouvelles approches en matière politique, des fiches de projets et des études de cas, et à répondre à des demandes ad hoc de soutien analytique venant de la DG REGIO. Les travaux étaient axés sur l'identification des pratiques, des projets et des stratégies fructueux qui pourraient servir d'inspiration aux régions en cours de transition. Les activités et conclusions comprenaient :

- **Des entretiens de délimitation de la portée** : des entretiens ont été menés avec des représentants de plusieurs directions générales de la CE afin de recueillir des informations préliminaires sur les initiatives et les projets régionaux.
- **La collecte de données et le développement de bases de données** : une base de données Excel a été créée pour stocker des informations sur les différentes approches politiques et les projets. Quatre collectes de données ont été effectuées, produisant chacune cinq fiches d'information sur les approches politiques (20 au total dans le cadre du contrat) et un nombre variable de fiches de projets (30 au total). Les approches politiques étaient centrées sur des stratégies au niveau national et régional, comprenant des exemples de pays non-membres de l'UE ; alors que l'analyse des projets visait à identifier les projets couronnés de succès, en mettant l'accent sur la diversification économique, le développement des compétences, la participation des parties prenantes et les technologies innovantes.
- **Des études de cas** : les études de cas devaient, à l'origine, se fonder sur les projets couverts par les fiches d'information, mais, en raison du stade précoce de plusieurs projets, elles ont vu leur portée élargie pour inclure des exemples de politiques locales pouvant servir aux régions éligibles au FTJ. Ce travail a produit 12 études de cas, fondées à la fois sur des politiques et des projets.
- **Un soutien analytique ad hoc** : la DG REGIO a bénéficié d'un soutien analytique, notamment au moment d'évaluer l'éligibilité de régions PTJ supplémentaires ainsi que les engagements envers la décarbonation industrielle et la compréhension de leurs effets socio-économiques. Ce soutien a consisté en la création de bases de données, l'analyse des plans de décarbonation de certains Etats membres et l'évaluation des délais pour la mise en œuvre des engagements en faveur de la décarbonation et de l'abandon progressif du charbon.
- **Une note technique sur la cartographie de l'emploi** : une note technique a été élaborée pour présenter une méthodologie permettant de cartographier les conséquences pour l'emploi dans les secteurs à fortes émissions de carbone. Cette note est le fruit de l'action 9 des GT de la PTJ (dans le cadre de la tâche 2), pilotée par IndustriAll European Trade Union et le Groupe européen des Employeurs de la Chimie.
- **Une évaluation de secteurs supplémentaires** : cette activité visait à évaluer la pertinence des secteurs du verre et du papier dans les régions éligibles à la PTJ, à recenser les régions nécessitant des stratégies d'action spéciales et à examiner les options technologiques de décarbonation.

L'objectif de ces activités était de dispenser des informations et des conseils aux régions en transition, en se concentrant sur les stratégies et les projets efficaces et reproductibles.

Actions recommandées pour l'avenir de la PTJ

- *Renforcer la visibilité des bonnes pratiques liées à une transition juste aux yeux des parties prenantes, en tenant compte du fait que les connaissances sur de nombreux projets et politiques pertinents ont déjà été recueillies*
- *Inclure à l'avenir les projets financés par la PTJ dans le référentiel de connaissances de la PTJ*

Évaluation générale

La PTJ accompagne les régions de l'UE ayant amorcé leur transition vers une économie durable et neutre sur le plan climatique. Elle a répondu efficacement aux besoins des États membres de l'UE en dispensant des conseils sur les politiques et les mécanismes de soutien liés à la transition, en particulier par le biais de la PTJ. La plateforme a accru la sensibilisation et enrichi les connaissances des parties prenantes sur les aspects socio-économiques de la transition énergétique, comme en témoignent le haut niveau de participation et les retours positifs aux événements de la PTJ. Malgré quelques défis liés à l'efficacité et à la participation de certaines parties prenantes, la PTJ a créé une communauté dynamique et en constante expansion dédiée à l'échange de connaissances et de bonnes pratiques, tout en favorisant la cohérence interne et externe avec d'autres initiatives. Sa valeur principale réside dans le fait qu'elle rassemble des parties prenantes de toute l'UE dans un climat de partage de connaissances et d'expériences. Cet aspect s'est avéré particulièrement essentiel pour entretenir la dynamique et honorer les engagements de décarbonation pendant la pandémie de la COVID-19 et relever les défis géopolitiques qui ont suivis.

Le tableau suivant donne un aperçu des atouts de la PTJ et des éléments à améliorer, tels qu'identifiés dans le cadre de ce projet.

Atouts	Éléments à améliorer
<p>Une communauté solide, motivée et diversifiée : la PTJ a cultivé une communauté motivée et diversifiée, qui fédère efficacement les parties prenantes issues de différents milieux professionnels et géographies, renforçant ainsi l'inclusion et l'engagement dans les processus de transition.</p> <p>Une approche intégrée : la plateforme reconnaît la nature intersectorielle et multidimensionnelle de la transition, qui couvre des aspects tels que l'énergie et le climat, les technologies, le développement économique régional, l'inclusion sociale et l'éducation, et elle intègre judicieusement ces thèmes dans ses activités.</p> <p>Une approche collaborative : la plateforme est passée maîtresse dans la promotion de la collaboration entre les parties prenantes. Cette philosophie a gagné les gouvernements, les régions, les entreprises, la société civile et les communautés locales. La plateforme souligne également l'importance d'établir des partenariats et de déployer des efforts de collaboration pour atteindre des objectifs communs dans le processus d'une transition juste, reconnaissant que la collaboration est la clé de voûte de la réussite.</p> <p>Un pôle de connaissances et de soutien : centre névralgique en termes d'encadrement et d'échange de connaissances, la PTJ facilite le partage de bonnes pratiques et d'expériences, en améliorant l'accès à l'information et au soutien.</p> <p>Alignement sur les objectifs politiques de l'UE : alignée sur les objectifs politiques de l'UE, en particulier le pacte vert pour l'Europe, la plateforme contribue de manière significative à la réalisation des priorités stratégiques de l'UE liées à la transition énergétique et au développement régional. En témoigne l'engagement fort et continu de l'ensemble des services de la CE, y compris celui de différents commissaires.</p> <p>Capacité à entretenir la dynamique : dans les moments difficiles, comme pendant la pandémie de la COVID-19 et les crises de l'énergie, la plateforme a joué un rôle crucial pour maintenir l'engagement et le dialogue entre les États membres, garantissant des progrès soutenus dans les efforts de décarbonation.</p>	<p>Accroître la participation directe de l'industrie : bien que la nécessité d'inclure l'industrie dans la plateforme ait été reconnue, la participation directe de l'industrie s'est avérée limitée. La plateforme doit élaborer des stratégies pour améliorer la participation de ce secteur ainsi que celui du privé. Ces derniers tiendront compte de l'intérêt qu'ils pourraient porter à d'autres initiatives de l'UE telles que les voies de transition pour les écosystèmes industriels européens et le plan industriel du pacte vert pour l'Europe.</p> <p>Renforcer la participation directe des jeunes et des groupes vulnérables : la plateforme doit encore susciter une meilleure mobilisation des groupes vulnérables et sous-représentés ainsi que celle des jeunes, en particulier dans les activités des GT. Leur participation est cruciale pour assurer le caractère juste de la transition.</p> <p>Accroître la sensibilisation des différents publics cibles dans les régions : on risque de voir s'investir toujours les mêmes personnes, dans les mêmes régions, sans toucher d'autres parties prenantes. La plateforme devrait mettre en œuvre des stratégies de communication ciblées afin de toucher un public plus large et d'assurer une représentation diversifiée.</p> <p>Relever le défi du contrôle des incidences de la plateforme : il n'est pas facile d'évaluer l'incidence de la plateforme sur la mise en œuvre des plans territoriaux pour une transition juste, les capacités régionales, les lacunes au niveau des connaissances, la collaboration interrégionale et l'influence politique. La mise en place de mécanismes de contrôle efficaces permettrait de quantifier et de mettre en valeur ses contributions.</p>



ISBN 978-92-68-11203-8